

S.O.E. SPECIAL OPERATION EXECUTIVE.

OPERATION RATWEEK.

« En Europe occupée pendant la Seconde Guerre mondiale, une offensive d'assassinats coordonnée contre les forces de sécurité nazies, baptisée Ratweek, a été montée en janvier 1944 par le Special Operations Executive (SOE), avec l'intention de créer de la confusion et de l'inquiétude en même temps que les alliés ont intensifié les préparatifs pour la contribution de la Résistance aux débarquements en Normandie. Les détails complets n'ont jamais été publiés, mais on sait que "Ratweek" a obtenu des succès contre le personnel et les collaborateurs nazis en Norvège, en France, au Danemark et aux PaysBas. [1] En 2000, il a été révélé que l'opération avait été supervisée par Hardy Amies, mieux connu pour son titre officiel de couturier pour la reine Elizabeth II, et à la tête de la section belge du SOE ». (Wikipédia.)

Cette opération, préparée par la section T du SOE (Special Operation Executive - Service des Opérations Spéciales) sous le commandement de Hardy Amies, visait entre autres les collaborateurs signalés aux anglais par la résistance. Elle consistait à les localiser et à les « flinguer » purement et simplement au bon moment.

Il faut préciser que la section T du SOE avait en charge la résistance belge.

L'opération n'a pas été autorisée sur le territoire belge par le gouvernement Pierlot qui (soi-disant) craignait les représailles sur la population. Ces traîtres et collabos seraient arrêtés et jugés à la fin des hostilités, affirmait Pierlot.

En fait, c'était la bisbrouille au sein du gouvernement. De plus, il y avait une concurrence et des tensions entre la sureté de l'état et la sureté militaire.

Tout ce petit monde d'indécis était en contact avec Hardy Amies. Personne n'arrivant à se mettre d'accord, le gouvernement a décidé « de ne pas décider ». Le gouvernement Pierlot a donc fait parvenir une note à Amies l'invitant « à ne pas procéder à l'opération ratweek en Belgique »

C'est donc le gouvernement belge lui-même qui a permis à ces collabos de continuer à sévir.

Personnellement, j'estime qu'il s'agit là d'une attitude criminelle du gouvernement « en exil ».

« Ratweek » aurait certainement éliminé Prosper Dezitter et, ainsi, sauvé la vie à bon nombre d'innocents entre Janvier 1944 et la libération.

NDR : Prosper Dezitter, voir <http://www.evasioncomete.org/TxtChenil.html>

Mais Amies et certains résistants belges ne l'entendaient pas de cette oreille. Malgré « l'interdiction » du gouvernement, la chasse fût ouverte et des collabos éliminés, sans état d'âme de la part des résistants. (Histoire.Fr via Youtube <https://www.youtube.com/watch?v=rJelUXtFj04>)

Malheureusement, Dezitter était toujours sain et sauf.

Il fut tout de même arrêté après la libération. Jugé, condamné à mort, il fut passé par les armes le 17 Septembre 1948, à la caserne de Gendarmerie, Avenue de la Couronne à Ixelles. (à 50m de chez moi lorsque j'habitais Ixelles)

« Dezitter a été arrêté dans la soirée du 27 juin 1946 à Francfort au domicile d'un docteur pronazi. Il a été condamné à mort le 27 mars 1947 par le Conseil de guerre. Il a fait appel en promettant de "*faire des révélations sensationnelles*" et en répétant qu'il avait été un agent double britannique. Peine perdue : il a été fusillé au petit matin du 17 septembre 1948 à la caserne de l'avenue de la Couronne à Etterbeek. » (La Libre Belgique via Google)

NDR : L'Avenue de la couronne se situe à Ixelles et non à Etterbeek.
De plus il s'agit de la caserne de Gendarmerie et non d'une caserne
militaire comme le lecteur pourrait le croire.

Philippe S ave 11-12-2017